



# RAPPORT DE LA MISSION CONJOINTE D'EVALUATION RAPIDE MULTISECTORIELLE A L'OUEST DE LUBERO : KAGHERI, KAVIRU, KAKONZE, KASUGHO, EN ZONE DE SANTE DE LUBERO TERRITOIRE DE LUBERO.

Date de l'évaluation : Du 02 au 09 juillet, 2025.

## Table des matières

I.	Contexte & justification de la mission.....	3
1.1	Résumé chiffres mouvements de population .....	5
1.2	Capacité des réponses dans les zones évaluées .....	5
2	Présentations des situations des secteurs.....	7
2.1	Présentation du secteur Education .....	7
2.2	Présentation du secteur CCCM .....	19
	Gestion de mouvements des populations .....	19
2.3	Présentation secteur Sécurité Alimentaire .....	20
	OBSERVATIONS DANS LA ZONE .....	20
A.	Disponibilité alimentaire.....	20
B.	Accès à la nourriture .....	20
C.	Utilisation alimentaire.....	20
D.	Stabilité.....	20
E.	Indicateurs clés (selon le Cadre Harmonisé / IPC).....	20
F.	ANALYSE DES RISQUES ET VULNÉRABILITÉS .....	21
2.4	Présentation secteur Cluster Santé .....	21
	Résumé de l'évaluation en santé à KASUGHO, KAGHERI, KAKONZE ET KAVIRU.....	21
2.5	Présentation du secteur Nutrition .....	22
2.6	Présentations du secteur WASH .....	23
2.7	Présentation du secteur ABRI et AME .....	25
3	Conclusion.....	29

## LISTE DES TABLEAUX

<a href="#">Tableau 1: Résumé quantitatif du secteur Education.....</a>	
Tableau 2: Situation des enfants déplacés dans les écoles.....	15
Tableau 3: Situation des écoliers retournés dans les écoles .....	16
Tableau 4 : Déperdition scolaire .....	17
Tableau 5 : Situation de la rétention scolaire .....	18
Tableau 6: Statistiques des Autochtones, PDI et Retournés dans les localités évaluées. ....	19
Tableau 7: Les pathologies prédominantes dans les localités évaluées.....	21
Tableau 8: La morbidité dans l'Aire de santé de Kasugho.....	22
Tableau 9: La morbidité dans l'Aire de santé de Kakonze .....	22
Tableau 10. Données statistiques :.....	22

## I. Contexte & justification de la mission

Les affrontements entre les acteurs armés en conflit dans la partie sud, sud-est et sud-ouest de Lubero continuent à produire des effets néfastes sur les populations par le biais des déplacements forcés des individus, des abus et violations contre les civils.

Le 12 /06/2025, OCHA a codifié deux alertes dont celle de **Bukununu ;EHT5952** et celle de **Kagheri :EHT 5953**. Plusieurs centres de santé, infrastructures WASH et abris communautaires sont saturés, mettant à rude épreuve les capacités des communautés hôtes. Des besoins critiques en santé, nutrition, WASH, abris, protection et sécurité alimentaire persistent.

Compte tenu des éléments qui ont alimentés les réponses sur les questions de l'accès humanitaire de Bukununu et de Kagheri durant la période du 02 au 09/07/2025, le Forum humanitaire de Lubero a résolu de projeter l'évaluation de l'alerte de Bukununu, EHT 5952 pour une programmation ultérieure et conduire uniquement les évaluations rapides multisectorielle de **l'alerte de Kagheri ,EHT 5953** dont 4 aires de santé (Kagheri, Kakonze, Kasugho et Vulambo) en Zone de santé de Lubero et en Territoire du même nom ont fait l'objet de l'évaluation dans différents secteurs notamment, la Sécurité alimentaire, Santé, Nutrition , Protection general, eau hygiène et assainissement, éducation, abris, Articles ménagers essentiel, CCCM.

L'effectivité de cette dernière a été rendu possible par l'engagement, l'implication et par les contributions en moyens techniques, logistiques, ressources humaines et financière des acteurs humanitaires dont leurs dénominations sont reprises ci-après :

INTERSOS, SOPROMAD, RACOF, AFEDM, AIDES, CAUB, ACOPE, PAEV, AVSD, SOFAVIDECO, AFESVO, APETAMACO, JURE, RÉSEAU LA PROSPÉRITÉ, LIFEN, CARITAS, CARDER, ODH, APRESA, YSA, OIEMV, KIJJI CHA AMANI...dont la modération et le profil des leaders sectoriels, sous :

- La modération SOPROMAD (Solidarité pour la promotion des métiers et d'actions au développement) et Leader du Forum Humanitaire de Lubero, assisté par RACOF, sous la supervision de OCHA BENI
- Protection : INTERSOS ;
- SECAL : APETAMACO;
- EHA : PAEV;
- Santé & Nutrition : ODH;
- ABRIS / AME : AIDES;
- Éducation : YSA (Youth Salvation Africa);
- CCCM : AIDES.

## II. Objectif global de la mission

- Faire un état de lieu de la situation humanitaire pour mieux comprendre l'étendue géographique et sectorielle de la crise dans le but d'orienter l'assistance.
  - **Objectifs spécifiques**
- Comprendre la dynamique de la zone par rapport à l'afflux des déplacés en provenance de la chefferie de Batangi ,Bamate et Baswagha en territoire de Lubero avec cette crise persistante ;
- Évaluer les besoins sectoriels (Wash, santé, nutrition, abris, AEM etc...);
- Mobiliser dans la mesure du possible une réponse rapide afin de couvrir les besoins urgents identifiés pendant les évaluations ;
- Mettre à jour la capacité opérationnelle des partenaires présents dans la zone de santé de Lubero ;
- Comprendre la situation d'accès humanitaire et question de cohabitation entre les déplacés et familles d'accueil ;
- Relever les différents risques de protection dans la zone.

**Spécifique pour les GBV :**

- Évaluer le cadre de réponse aux VBG dans les zones ciblées
- Identifier les risques d'exposition aux VBG (violences sexuelles, mariage forcé, sexe de survie, etc.) et la possibilité de mitigation de ceux-ci, y compris dans les autres secteurs de la réponse humanitaire ;
- Collecter les données sur les incidents de protection et de VBG dans les zones de santé ciblées par l'évaluation.

### III. Résultats attendus

- Un dispositif pour le suivi de proximité de crise humanitaire est renforcé en lien avec les autorités, la société civile et le forum humanitaire ;
- La situation humanitaire (accès humanitaire et besoin) est mise à jour et l'état de lieu partagé avec la COHP à Goma ainsi que le forum des Chefs d'agences et de base du GNK.
- La capacité opérationnelle est mise à jour au regard de besoins et des assistances en cours.
- La situation d'accès humanitaire et question de cohabitation entre les déplacés et familles d'accueil, les recommandations de la mission sont élaborées par les participants à la mission et soumises à la COHP pour examen et action opérationnelle. Par rapport au secteur protection, tenir compte des orientations ci-dessous :
- Des données sur les indicateurs des problèmes de protection y compris les risques de protection qui guettent les enfants sont collectés ;
- Les cas de violences sexuelles (nombre de victimes) les causes, la présence et la capacité des structures d'accompagnement des VVS sont dégagés ;
- Les conditions dans lesquelles les déplacés ont été accueillis et leurs besoins immédiats sont analysées;
- Les conditions d'accès des personnes en besoins spécifiques aux différents services sociaux de base en particulier et des tous les PDIs en générale sont analysées ;
- La situation actuelle des enfants en générale et particulièrement les enfants déplacés et retournés est ressortie.

### IV. Méthodologie de travail

Le recueil d'informations se fera sur la base des observations directes et indirectes, entretiens libres avec les autorités, les déplacés, les organisations humanitaires, la société civile et les leaders locaux.

### V. Résultats de l'évaluation

Le total de personnes directement affectées par cette crise selon le récent rapport CCCM, **Kasugho** (L'aire de santé de Vulambo et de Kagheri) qui compte une population de 6957 ménages soit 41 742 individus , 3896 ménages(23 376 individus ) des PDIs et des 4271 ménages des retournés ,soit 25 621 individus,

**L'aire de santé de kagheri** qui compte une population de 3132 ménages ,soit environ 18 792 individus , 5296 ménages des PDis, soit ,31 776 individus et 2506 ménages retournés ,soit,15036 individus , **L'aire de santé de Kakonze** avec 17 434 individus,soit,2906 ménages ou on enregistre 283 ménages des déplacés interne ,soit 1698 individu et 16563 retournés,soit 3606menages retournés selon le rapport CCCM.

**Accès :** L'accès aux zones touchées reste fortement restreint. L'axe routier principal, la RN2, reliant partie sud, sud-est et sud-ouest de Lubero-Butembo-Béni, est paralysé en raison des affrontements armés. Cette situation a de graves répercussions sur la liberté de mouvement des populations et sur le flux économique régional, accentuant davantage la vulnérabilité des communautés locales déjà affectées.

**Accès humanitaire :** Quand bien même la sécurité est acceptable dans les zones évaluées, les risques d'affrontements entre les M23 (basés à partie sud, sud-est et sud-ouest de Lubero) et les FARDC/Alliés passionnés dans la zone et sont élevés augmentant les risques pour les acteurs humanitaires qui voudraient se rendre dans les localités proches des lignes de front.

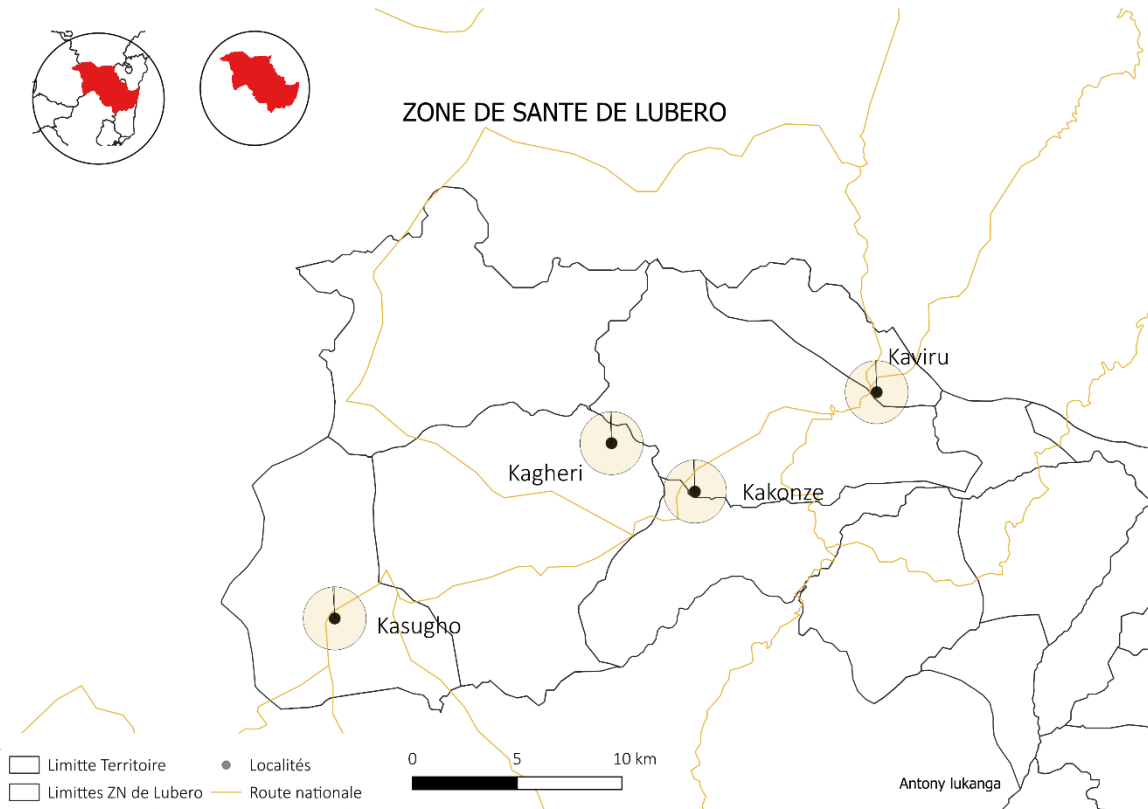
## 1.1 Résumé chiffres mouvements de population

Village d'Accueil/Aire de santé	Autochtones	Déplacés à cause de cette crise	Retournés à cause de cette crise
Kagheri	TG : 3132 ménages ,soit ,18792 personnes.	TG : 5 296 ménages 38166 personnes.	TG : 2506 ménages 15036 personnes.
Kakonze	TG : 3 789 ménages soit 17 434 personnes.	TG : 283 ménages dont 1698 personnes depuis avril, 2025.	TG :3 606 ménages soit 16 563 individus.
Kasugho	4006 ménages soit 24038 personnes.	TG : 2338ménages,soit 14028 personnes IDPs	TG :2563 ménages soit 15373 individus.
Bulambo	TG : 2951ménages soit 17 704 personnes.	TG :1558 menages, soit 9348personnes IDPs	TG :1708 ménages soit 10248 individus.
Total	13878ménages soit ,77968personnes	9475 ménages soit 63240 personnes PDIs.	10383 ménages soit 57 220 personnes retournées.

## 1.2 Capacité des réponses dans les zones évaluées

ONG	Capacité	Durée	Lieu
RACONK	Sécurité alimentaire	12 mois	Kakonze, Kagheri, Kavisé
CEAPRONUT	Nutrition	Fin janvier,2025	Kagheri
WHH	Sécurité alimentaire.		Kagheri
	WASH		
	VBG		
	Protection Monitoring		
	Protection		
	WASH, PROT,		
	Santé		
	Multisectorielle (AHA)		

## Localisation des évaluations



## Présentations des situations par secteurs

### 2.1 Présentation du secteur Éducation

#### a) Résumé quantitatif :

Tableau 1: Résumé quantitatif du secteur Éducation

Indicateurs	Résultats	Niveau de sévérité en couleur
Appréciation de l'état de lieu des infrastructures scolaire	De 13 écoles primaires visitées la situation générale de l'état des lieux en général a été :	
	a) Pour les salles de classe et bureau :	
	EP KUTAKA	4 salles de classes sont en puisé ainsi que le bureau avec des mur pleins de trous et 2 salles de classe construites en planches, et toutes les 6 sont sans plafond et le pavement est en terre battue.
	EP KASUGHO	Une école qui compte 16 classes sont 4 sont en planches et 12 en briques cuites, à murs crépis pour 8 salles. Le pavement dans 8 salles de classes et le bureau est en ciment, alors que pour d'autres il est en terre battue.
	EP IPANGA	Est une école à 9 classes dont 6 sont en puisé et 3 en planches. Le pavement dans toutes les salles de classe est en terre battue.
	EP VUMBONGO	4 salles de classe sont en planches sans plafond avec un pavement en terre battue et 16 salles de classe sont en briques cuites, mais murs non crépis et sans plafond, avec pavement en ciment, mais il se fait observer un décapage du ciment dans certaines salles. Une salle de classe est en cours de construction, qui a été l'initiative du chef du village qui l'a fait avec l'appui des parents des écoliers pour chercher à désengorger les classes pléthoriques. Cependant, cette dernière n'est pas encore utilisée faute de non-finition suite à la crise.
	EP KASUKA	4 salles de classes et le bureau sont en planches en situation de délabrement, sans plafond avec pavement en terre battue. 3 salles de classes ainsi que 58 pupitres ont été utilisés comme bois de chauffage par les forces et groupes

		armés pendant la crise.
	<b>EP KAGHERI</b>	<p>7 salles de classes sont en planches en voie de délabrement et 13 sont en briques avec des murs non crépis pour 6 classes, 7 avec pavement en terre battue, 5 en briques cuites et 8 avec un pavement en ciment qui aussi est en cours de décapage. Toutes les salles de classe n'ont pas de plafond.</p> <p>Certaines tôles ont été touchées par des cartouches au cours de la crise.</p>
	<b>EP KYAVITONDO</b>	L'école compte 15 salles de classes, dont aucune n'a de plafond, seul le bureau est plafonné ; 7 salles de classe ainsi que le bureau sont en briques cuites avec pavement en ciment et des murs crépis, alors que 8 sont en planches avec pavement en terre battue.
	<b>EP KIGHUNDA</b>	Cette école a été déplacée du village Kighunda (qui est située à 3 Km de Kagheri sur la route Kasugho) parce qu'elle a été brûlée par des hommes en armes et actuellement elle fonctionne dans des chambres des maisons des particuliers à Kagheri-Centre.
	<b>EP LAMBA</b>	Cette école compte 6 salles de classe et un bureau, tous en briques cuites avec pavement et murs crépis , néanmoins seul le bureau a un plafond.
	<b>EP LUGHENDE</b>	Cette école a 7 salles de classe en puisé en voie de délabrement, elle fonctionne sur la concession de l'EP LAMBA, son bureau est dans les enceintes du bureau de l'EP LAMBA.
	<b>EP RUGHENDA</b>	Cette école qui compte 6 classes fonctionne dans un bâtiment en planches avec 3 salles, 2 autres classes fonctionnant dans des salles en puisé à haut risque et 1 classe dans un temple.
	<b>EP MAMBASA</b>	Elle compte 10 salles de classe, aucune d'elle n'est plafonnée, 6 sont en briques cuites avec pavement en ciment et 4 autres en planches avec pavement en terre battue. La salle de la 6 <sup>ème</sup> année présente un haut risque pour les enfants. Le bureau du directeur est en briques avec un plafond.
	<b>EP PUPIRI</b>	Une école qui compte 6 classes, mais fonctionnant toutes dans 3 salles en planches sans toiture avec pavement en



	terre battue.					
INSTITUT VULIVA	École secondaire avec 6 classes, mais fonctionnant dans 3 salles sur sa concession et les 3 autres fonctionnent sur la concession de l'EP MAMBASA ainsi que le bureau.					
b) Latrines						
Ecoles	Nombre des portes des latrines pour					Observations
	Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Total	
EP KUTAKA	6	3	1	0	10	
EP KASUGHO	8	7	1	1	17	
EP IPANGA	3	3	0	0	5	6 portes latrines ont été effondrées par suite d'éboulement
EP VUMBONGO	7	4	1	1	13	Ces portes sont non hygiéniques et elles présentent de risque d'infections pour la communauté scolaire. Les fosses des latrines connaissent des effondrements avant qu'elles ne soient pleines.

	EP KASUKA	1	1	0	0	2	6 portes latrines ont été utilisées comme bois de chauffage par les forces et groupes armés pendant la crise.
	EP KAGHERI	13	8	1	1	23	
	EP KYAVITOND O	3	2	1	0	6	
	EP KIGHUNDA	0	0	0	0	0	Utilise les latrines des ménages aux alentours
	EP LAMBA	3	3	1	0	7	
	EP LUGHENDE	0	0	0	0	0	Utilise les mêmes latrines que EP LAMBA
	EP RUGHENDA	0	0	0	0	0	Utilise les latrines des voisins de l'école
	EP MAMBASA	3	2	0	0	5	Les salles des classes de l'écoles secondaire qui fonctionnent au sein de cette école, utilisent les mêmes portes des

						latrines que les enfants.			
	EP PUPURI	1	1	0	0	2			
	INSTITUT VULIVA	1	1	0	0	2			
		49	35	6	3	92			
	<p>NB : Aucune de ces latrines n'est en bonnes conditions hygiéniques. Celles-ci dégagent des odeurs nauséabondes et il est courant de trouver des matières fécales sur les parterres (dalles).</p> <p>Le nombre d'enfants par porte des latrines en général est de 71 et spécifiquement pour les filles c'est 70 filles par porte contre 101 garçons par porte.</p>								
c) <b>Des douches</b> : aucune école n'a de douche									
d) <b>Des urinoirs</b> : aucune école n'a d'urinoir									
<b>Les taux des enfants en âge de scolarisation par rapport aux enfants scolarisés</b>	Il a été trouvé, en général que la crise a eu un impact négatif sur le taux de scolarisation et de fréquentation scolaire dans tous les villages :								
	N°	Villages/Localité	Taux de scolarisation		Taux de fréquentation scolaire				
			Avant la crise	Après la crise	Avant la crise	Après la crise			
	1	KASUGHO	85%	70%	90%	80%			
	2	KAGHERI	90%	75%	85%	65%			
	3	KIVALE	80%	65%	90%	80%			
	4	KAVIRU	90%	65%	95%	80%			
<p>Au regard de ce tableau il se fait montrer que le taux de scolarisation dans tous les villages a baissé après la crise, comme le taux de fréquentation qui l'a été sensiblement. Dans le village de Kagheri la fréquentation est encore plus basse que partout ailleurs, ceci serait dû au fait que les enfants à Kagheri sont surexploités par la communauté.</p>									

<b>La répartition par tranche d'âge et par sexe du taux des enfants scolarisés</b>	<p>Dans la zone évaluée,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5929 sont actuellement à l'école contre 7198 qui l'étaient avant la crise, soit 82,2%.</li> <li>- 3145 filles sont actuellement à l'école contre 3648 qui l'étaient avant la crise, soit 86,2%</li> <li>- 2784 garçons sont actuellement à l'école contre 3550 qui l'étaient avant la crise, soit 78,4%</li> </ul> <p>Ces effectifs perdus, justifient le nombre des enfants qui sont enrôlés à présent dans les groupes armés de la place. Les garçons ont plus abandonné le cursus scolaire que les filles</p>	
<b>Contraintes d'accès des enfants à l'école et particulièrement les retournés</b>	<p>Les contraintes d'accès des enfants à l'école ont été :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Abandon par les parents</li> <li>- Manque des kits scolaires</li> <li>- Mauvaises conditions des salles de classe et des installations sanitaires</li> <li>- Présence des positions militaires à côté de certaines écoles</li> <li>- La peur qui règne dans la psychologie des parents et des enfants</li> <li>- Multiplicité des groupes armés dans la zone</li> </ul>	
<b>Les causes éventuelles de la déperdition scolaire</b>	<p>Les Causes éventuelles de la déperdition scolaire qui ont été citées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La faim ;</li> <li>- La délinquance des enfants ;</li> <li>- Les frais scolaires pour les élèves du secondaire ;</li> <li>- Manque des kits scolaires ;</li> <li>- Sur militarisation de la zone ;</li> <li>- Abandon des enfants par leurs parents, par cause d'aller faire le champ à de longues distances et pendant une longue période ;</li> <li>- Exploitation des enfants dans les mines ;</li> </ul>	
<b>Les conditions dans lesquelles les élèves étudient</b>	<p>Les conditions dans lesquelles les enfants étudient :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les enfants s'assoient dans de mauvaises conditions (EP Kyavitondo)</li> <li>- D'autres salles des classes fonctionnent dans des chambres des maisons des particuliers (EP KIGHUNDA)</li> <li>- A l'EP Rughenda une classe fonctionne dans le temple</li> <li>- Ecoliers sont exposés aux intempéries</li> <li>- Les enfants sont affectés d'une peur continue</li> <li>- Surpeuplement de certaines salles de classe comme à l'EP KYAVITONDO, EP LAMBA)</li> <li>- L'EP KASUKA fonctionne sur une même parcelle que la position militaire des UPDF et les écoliers utilisent la même borne fontaine que les militaires ; trois de ses classes ont été utilisées comme bois de chauffage pour les forces armées qui ont occupé cette école pendant plus d'un mois.</li> </ul>	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas des kits de lavage des mains à l'entrée des salles de classe comme à la sortie des latrines</li> <li>- La quasi inexistence des kits récréatifs, kits d'assainissement au sein de toutes les écoles</li> <li>- Mauvaises conditions des plusieurs salles de classes ;</li> </ul>	
<b>Ratio enseignants/élèves dans les écoles primaires après la crise</b>	Le ratio moyen enseignant/écolier de toutes les écoles visitées avant la crise était de 50 écoliers par enseignant, alors qu'après la crise il est passé à 41 écoliers par enseignant. Ceci explique le fait que le taux de scolarisation a baissé dans le milieu, car plusieurs parents et enfants continuent à craindre des potentielles représailles, d'autres sont sollicités par les groupes armés et y adhèrent massivement.	
<b>Accès à l'éducation primaire hors des structures scolaires</b>	Il y a une école (EP RUGHENDA) pour laquelle, une salle de classe fonctionne au sein d'une église	
<b>Nombre d'enfants déplacés scolarisés comme une proportion de tous les enfants dans le système scolaire</b>	830 enfants scolarisés sont des déplacés au sein des écoles visitées et représentent 18 % des écoliers inscrits après la crise : 409 sont des filles contre 421 garçons.	
<b>Pourcentage d'enseignants formés</b>	Sur les 117 enseignants au sein de toutes ces écoles 4 enseignants seulement, soit 3,4% ont été formés les 6 derniers mois sur la prise en charge psycho-sociale des enfants traumatisés. Ces enseignants formés font partie du corps professoral de l'EP VUMBONGO en AS VULAMBO.	
<b>Besoins prioritaires en matière d'éducation, manuels</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction/réhabilitation des infrastructures WASH en milieu scolaire ;</li> <li>- Formation des enseignants en appui psycho-social</li> <li>- Réhabilitation/construction de certaines salles de classe voire écoles</li> <li>- Appui en kits scolaires pour les écoliers</li> <li>- Appui en kits enseignants</li> <li>- Appui en matériels didactiques</li> <li>- Appui en kits récréatifs</li> <li>- Appui en kit d'hygiène et assainissement</li> <li>- Appui en manuels scolaires pour les écoliers</li> </ul>	
<b>Conditions hygiéniques des installations sanitaires en milieu scolaire</b>	95% des installations sanitaires sont non hygiéniques et présentent des risques élevés pour la communauté scolaire et elles sont sur-utilisées. C'est comme au sein des EP LAMBA et EP LUGHENDE, deux écoles qui utilisent 6 portes des latrines encore non hygiéniques, alors que les effectifs s'élèvent à 309 pour EP LAMBA dont 158 filles et 245 pour EP LUGHENDE dont 117 filles, soit un total de 554 enfants pour 6 portes des latrines soit un ratio de 92 enfants par porte	

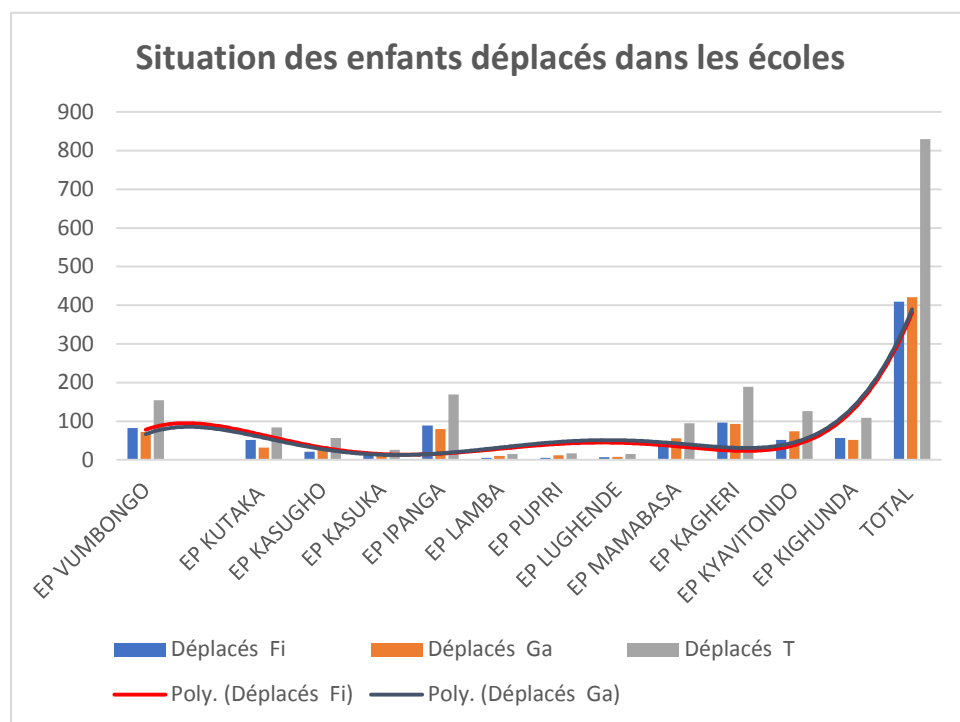
	latrines en général.	
--	----------------------	--

- Les résultats statistiques des écoles :
- a) Des déplacés

Tableau 2: Situation des enfants déplacés dans les écoles.

Ecoles	Effectifs actuels 2024-2025			Déplacés			%
	Filles	Garçons	Total	Fi	Ga	T	
EP VUMBONGO	619	542	1161	82	72	154	13%
EP KUTAKA	214	178	392	52	32	84	21%
EP KASUGHO	480	445	925	21	36	57	6%
EP KASUKA	47	63	110	14	12	26	24%
EP IPANGA	279	181	460	89	80	169	37%
EP LAMBA	158	151	309	5	10	15	5%
EP PUPURI	63	56	119	5	12	17	14%
EP LUGHENDE	117	128	245	7	8	15	6%
EP MAMABASA	203	193	396	39	56	95	24%
EP KAGHERI	555	466	1021	96	93	189	19%
EP KYAVITONDO	343	323	666	52	74	126	19%
EP KIGHUNDA	67	58	125	57	52	109	87%
<b>TOTAL</b>	<b>3145</b>	<b>2784</b>	<b>5929</b>	<b>519</b>	<b>537</b>	<b>1056</b>	<b>18%</b>

**Commentaires :** Ce tableau présente la situation des écoliers déplacés dans la zone évaluée, qui représentent en général 18% de la communauté scolaire. Le graphique ci-dessous montre que la différence entre les filles et les garçons déplacés n'est pas significative.

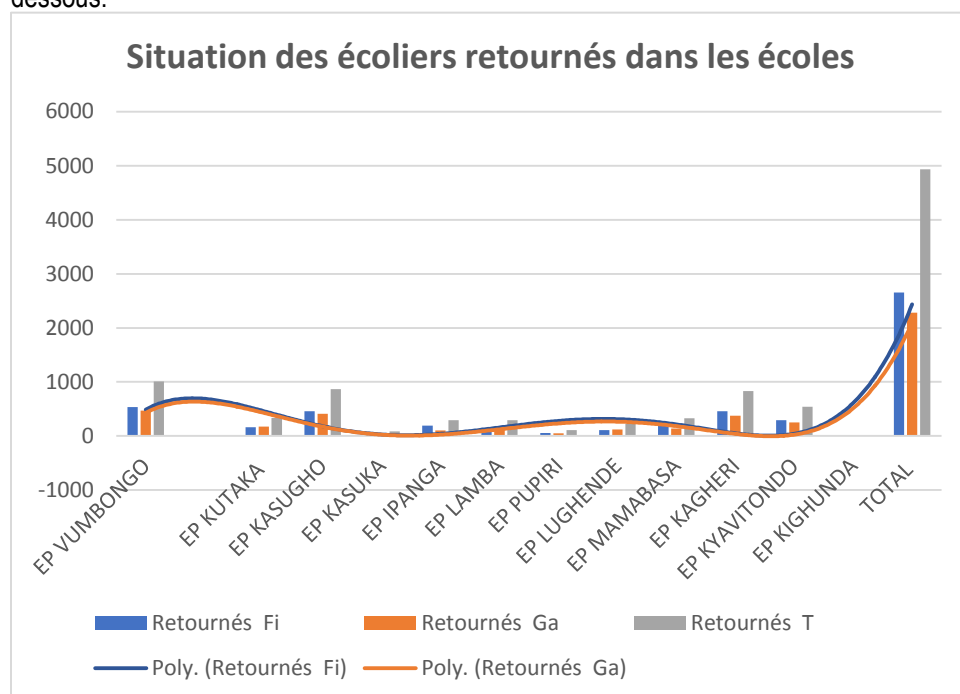


## b) Des retournés

Tableau 3: Situation des écoliers retournés dans les écoles

Ecoles	Effectifs actuels 2024-2025			Retournés			%
	Filles	Garçons	Total	Fille	Garçon	T	
EP VUMBONGO	619	542	1161	537	470	1007	87%
EP KUTAKA	214	178	392	162	174	336	86%
EP KASUGHO	480	445	925	459	409	868	94%
EP KASUKA	47	63	110	33	51	84	76%
EP IPANGA	279	181	460	190	101	291	63%
EP LAMBA	158	151	309	153	141	294	95%
EP PUPIRI	63	56	119	58	48	106	89%
EP LUGHENDE	117	128	245	110	120	230	94%
EP MAMABASA	203	193	396	191	137	328	83%
EP KAGHERI	555	466	1021	459	373	832	81%
EP KYAVITONDO	343	323	666	291	249	540	81%
EP KIGHUNDA	67	58	125	10	6	16	13%
<b>TOTAL</b>	<b>3145</b>	<b>2784</b>	<b>5929</b>	<b>2653</b>	<b>2279</b>	<b>4932</b>	<b>82%</b>

**Commentaires :** Il découle de ce tableau que les retournés dans les écoles visitées représentent 82% de la communauté scolaire, avec un nombre des filles supérieur à celui des garçons, représenté par le graphique ci-dessous.



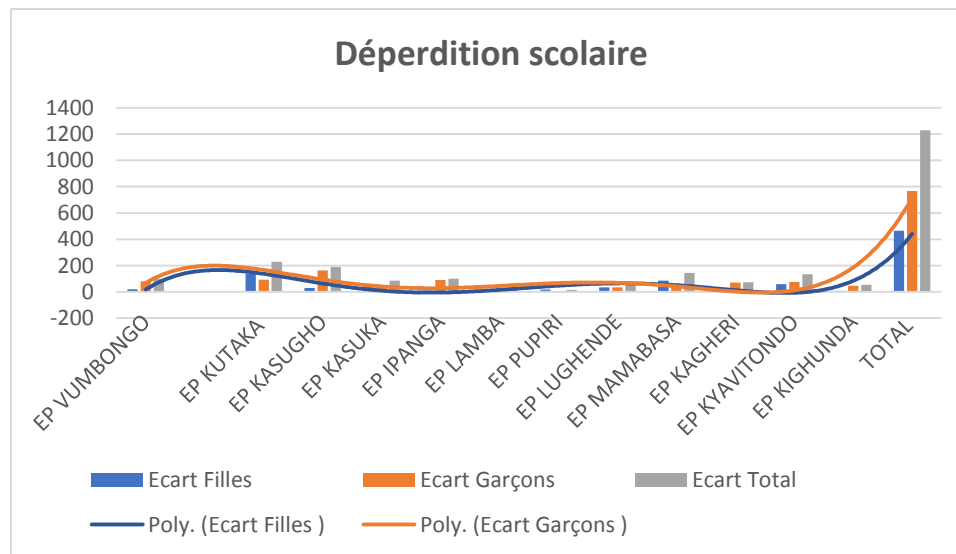


### c) De la déperdition scolaire

Tableau 4 : Déperdition scolaire

Ecoles	Effectifs début 2024-2025			Ecart					%
	Filles	Garçons	Total	Filles	%	Garçons	%	Total	
EP VUMBONGO	638	622	1260	19	19%	80	81%	99	8%
EP KUTAKA	352	270	622	138	60%	92	40%	230	37%
EP KASUGHO	508	607	1115	28	15%	162	85%	190	17%
EP KASUKA	136	97	233	50	60%	34	40%	84	36%
EP IPANGA	289	272	561	10	10%	91	90%	101	18%
EP LAMBA	174	174	348	16	41%	23	59%	39	11%
EP PUPIRI	79	54	133	16	114%	-2	-14%	14	11%
EP LUGHENDE	152	162	314	35	51%	34	49%	69	22%
EP MAMABASA	287	253	540	84	58%	60	42%	144	27%
EP KAGHERI	557	537	1094	2	3%	71	97%	73	7%
EP KYAVITONDO	401	399	800	58	43%	76	57%	134	17%
EP KIGHUNDA	75	103	178	8	15%	45	85%	53	30%
<b>TOTAL</b>	<b>3648</b>	<b>3550</b>	<b>7198</b>	<b>464</b>	<b>38%</b>	<b>766</b>	<b>62%</b>	<b>1230</b>	<b>17%</b>

**Commentaires :** Ce tableau nous représente le taux de déperdition scolaire suite à la crise que la zone évaluée a connue. Ainsi, il se fait montrer que 17% des enfants ont abandonné l'école, avec les filles qui représentent 38% contre les garçons qui représentent 62% des abandons. Ceci s'expliquerait par le fait que ce sont les garçons qui sont plus sollicités par les groupes armés et dans l'exploitation des mines dans la zone. Ceci est représenté par le graphique ci-dessous.

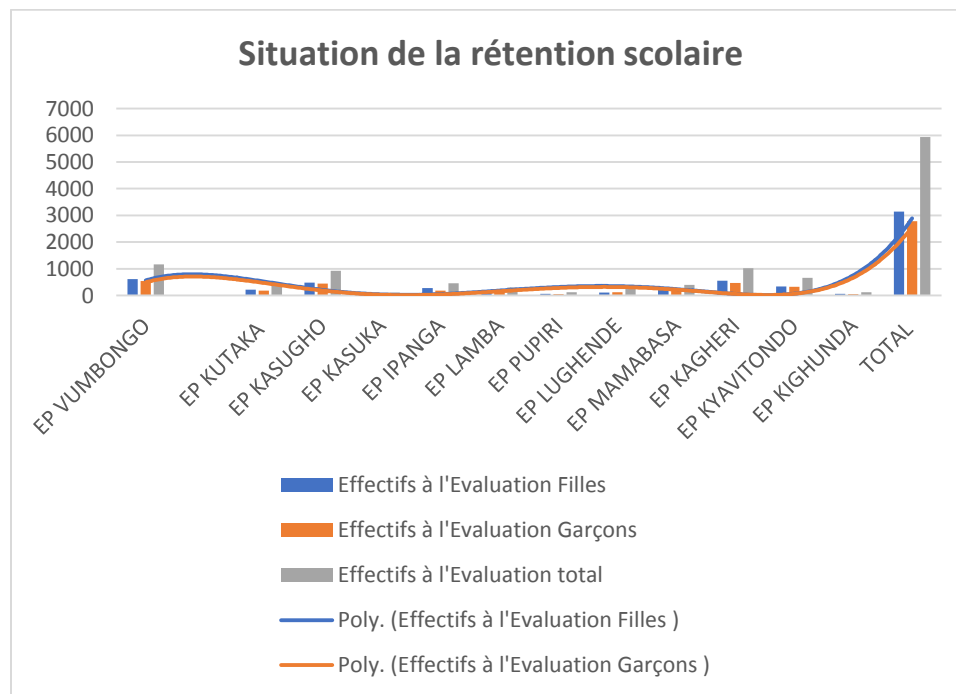


#### d) De la rétention

Tableau 5 : Situation de la rétention scolaire

Ecoles	Effectifs début 2024-2025			Effectifs actuels 2024-2025			%
	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	
EP VUMBONGO	638	622	1260	619	542	1161	92%
EP KUTAKA	352	270	622	214	178	392	63%
EP KASUGHO	508	607	1115	480	445	925	83%
EP KASUKA	136	97	233	47	63	110	47%
EP IPANGA	289	272	561	279	181	460	82%
EP LAMBA	174	174	348	158	151	309	89%
EP PUPIRI	79	54	133	63	56	119	89%
EP LUGHENDE	152	162	314	117	128	245	78%
EP MAMABASA	287	253	540	203	193	396	73%
EP KAGHERI	557	537	1094	555	466	1021	93%
EP KYAVITONDO	401	399	800	343	323	666	83%
EP KIGHUNDA	75	103	178	67	58	125	70%
<b>TOTAL</b>	<b>3648</b>	<b>3550</b>	<b>7198</b>	<b>3145</b>	<b>2784</b>	<b>5929</b>	<b>82%</b>

**Commentaires :** Il ressort de tableau que le taux de rétention scolaire est de 82%, avec un nombre élevé des filles que celui des garçons. Ces résultats sont représentés par le graphique ci-dessous :



## 2.2 Présentation du secteur CCCM

Tableau 6: Statistiques des Autochtones, PDIs et Retournés dans les localités évaluées.

### Gestion de mouvements des populations

Village d'Accueil/Aire de santé	Autochtones	Déplacés à cause de cette crise	Retournés à cause de cette crise
Kagheri	TG : 3132 ménages ,soit ,18792 personnes.	TG : 5 296 ménages 38166 personnes.	TG : 2506 ménages 15036 personnes.
Kakonze	TG : 3 789 ménages soit 17 434 personnes.	TG : 283 ménages dont 1698 personnes depuis avril, 2025.	TG :3 606 ménages soit 16 563 individus.
Kasugho	4006ménages soit 24038 personnes.	TG : 2338menages,soit 14028 personnes IDPs	TG :2563 ménages soit 15373 individus.
Bulambo	TG : 2951ménages soit 17 704 personnes.	TG :1558 menages, soit 9348personnes IDPs	TG :1708 ménages soit 10248 individus.
Total	13878ménages soit ,77968personnes	9475 ménages soit 63240 personnes PDIs.	10383 ménages soit 57 220 personnes retournées.

- Existe-t-il un gestionnaire CCCM et les acteurs humanitaires dans ces zones ? : Non  
Mécanismes de communication communautaire (comités, réunions, feedback, gestion des plaintes) : n'existe pas dans toutes ces zones.

## 2.3 Présentation secteur Sécurité Alimentaire

### OBSERVATIONS DANS LA ZONE

#### A. Disponibilité alimentaire

- Des céréales ainsi que des légumineuses sont très rares et chers dans cette zone
- Les hommes ainsi que les femmes se donnent moins aux activités champêtres à cause de l'inaccessibilité imposée par la présence des groupes armés.
- Marchés locaux fonctionnels mais peu approvisionnés surtout à KASUGHO et KAHERI.
- Aucun marché opérationnel dans l'aire de santé de KAKONZE/KIVALE où on peut facilement l'approvisionnement aux produits vivriers
- L'accès à la terre cultivable est limité suite à la pratique des cultures industrielles et des aires protégées dans la zone.

#### B. Accès à la nourriture

- Faible pouvoir d'achat (hausse des prix, manque d'activités génératrices de revenus).
- Insuffisance d'accès physique pour certains ménages (insécurité).
- Insuffisance des activités génératrices de revenus
- Non diversification des cultures

#### C. Utilisation alimentaire

- Consommation alimentaire limitée : 1–2 repas par jour, peu diversifiés.
- Taux élevé de malnutrition aiguë chez les enfants (selon les données SMART).
- Existence de l'accès à l'eau potable sauf que les bornes fontaines restent insuffisantes et les ménages n'ont pas assez saisi des récipients pour la conservation de l'eau dans les ménages ; hygiène précaire.

#### D. Stabilité

- L'insécurité persistante empêche une reprise normale des activités agricoles.
- Les populations retournées n'ont pas encore reconstitué leurs moyens d'existence.

#### E. Indicateurs clés (selon le Cadre Harmonisé / IPC)

Indicateur	Résultat
Score de consommation alimentaire (SCA)	40% pauvres, 35% limites, 25% acceptables
Score de diversité alimentaire	Faible (principalement manioc, huile, légumes et Bananes)
Stratégies adaptation (rCSI)	Niveau critique (restriction de repas, prise des repas non appréciés et prise des repas qui coûtent moins, les adultes se privent des repas au bénéfice des enfants)
Prévalence de GAM (malnutrition aiguë globale)	>15% (données santé disponibles)
Proportion de ménages en Phase 3 ou 4	[À préciser] selon méthodologie IPC

## F. ANALYSE DES RISQUES ET VULNÉRABILITÉS

- Risques : violences persistantes, restriction humanitaire,
- Vulnérables : veuves, orphelins, familles dirigées par des femmes, personnes vivant avec handicap, enfants non scolarisés.
- Augmentation du taux de la malnutrition chez les enfants et adultes (surtout les femmes en ceintes et allaitantes).

### 2.4 Présentation secteur Cluster Santé

#### Résumé de l'évaluation en santé à KASUGHO, KAGHERI, KAKONZE ET KAVIRU

- Pour Kasugho une agglomération de 41 742 habitants, il n'y a que 2 structures sanitaires ayant chacune une capacité d'accueil de 25 lits pour l'hospitalisation. Ce qui représente en moyen environ 20871 habitants par structure. Donc il y a un problème sérieux quant à ce qui concerne la couverture sanitaire, soit moins 1% de la population peut se faire soigner dans une structure sanitaire en cas de maladie grave.
- Kagheri une agglomération d'environ 18 792 habitants a deux structure de santé,. Sur les 17.434 habitants de Kakonze, il n'y a un seul centre de santé. Kaviru avec 4.600 habitants a aussi un seul poste de santé.
- Étant donné que la couverture sanitaire cause déjà problème dans toutes les agglomérations, car les structures de santé sont très moins nombreuses par rapport à la population, et surtout que les centres de santé se trouvent tous au centre de l'agglomération de ; la population se trouvant dans les périphéries ont des difficultés pour atteindre les structures de santé. Les personnes malades et les femmes enceintes doivent parcourir parfois plus de 2 à 5 km même pour atteindre le centre de santé afin de se faire soigner et/ou pour accoucher.
- Les structures de santé ont des difficultés pour s'approvisionner à médicaments essentiels, le personnel médical délivre des ordonnances aux patients pour qu'ils s'approvisionner eux-mêmes dans les officines pharmaceutiques.
- Néanmoins le personnel de santé sont tous qualifiés dans les structures les structures.
- Les PEV existe dans les structures de santé et le taux de couverture vaccinal est au maximum.
- Comme toute la population est quasiment constituée des retournés ayant tout perdu pendant leur déplacement en fuyant les attaques les affrontements entre FARDC/Wazalendu et les rebelles du M23, et les PDIs fuyant à leur tour la guerre dans le Sud Lubero (Alimbongo, Bingi, Bunyatenge, Kitsumbiro...) et ceux fuyant les ADF dans le Secteur des Baperi et la Chefferie de Baswagha ; ils sont totalement démunies. Les gestionnaires des structures de santé ont mis en place la politique de paiement par plusieurs tranches pour aide la population à se faire soigner quand elle tombe malade.

Tableau 7: Les pathologies prédominantes dans les localités évaluées

N°	PATHOLOGIE	CAUSE
1	PALUDISME	Manque des MEI, présences des états piscicoles non entretenus qui sont des lieux de reproduction des larves.
2	FIEVRE THYPHOIDE	Consommation de l'eau provenant des sources non aménagées et des rivières, manque des dispositifs de lavage des mains
3	INFECTION RESPIRATOIRE AIGUE	Manque des literies et des moyens de protection contre les intempéries
4	LES IST/ MST	Les rapports sexuels non protégés

- Comme les structures de santé de Kasugho, Kagheri, Kakonze et Kaviru font le référencement des cas des maladies graves à l'HGR de Lubero, ils n'ont pas de rapport sur la mortalité.

Tableau 8: La morbidité dans l'Aire de santé de Kasugho

Palu	IRA	Diarrhée	FT	MAG
850	600	316	310	570

Tableau 9: La morbidité dans l'Aire de santé de Kakonze

Palu	IRA	Diarrhée	FT	MAG
464	139	30	464	213

## 2.5 Présentation du secteur Nutrition

- Etant donnée que la grande majorité des populations des toutes les agglomérations sont des retournés dont la plupart ont tout perdu (élevages, AGRs, petit commerces...) et ne peuvent plus accéder à leurs champs à cause de l'insécurité causée par les groupes armés ; la population vit dans la précarité totale.
- Le taux de la malnutrition modérée est important 60% des malades consultés dans l'aire de santé de Kasugho. Les plus touchés sont les enfants de 6 à 59 mois 70%, les femmes allaitantes et enceintes 30% parce que la population ne mange qu'un repas seul par jour qui est monotone ; constitué de nourriture pauvre en protéine, vitamine et autres minéraux.
- A Kasugho, 3.896 ménages (23.376 personnes) déplacés sont sans aucune assistance, 6957 ménages (41742 personnes) populations autochtones dont 4271 ménages, soit 25 621 individus retournés sont aussi sans assistances en vivre.
- Les moyens de survie sont difficiles pour toutes les populations vues que la population autochtone qui avait accueilli les PDIs avait fui leur milieu à leurs tours pour y retourner vivre dans la précarité avec les PDIs.

Tableau 10. Données statistiques :

	UNTI		UNTA		UNS(enfants)		FEFA	
	F	M	F	M	F	M	FE	FA
Présence opérationnelle	CEAPRONUT		CEAPRONUT, MEDAIR, CAIRE		AFEDEM		AFEDEM	
Admission Décembre	23	16	67	54	650	552	162	76
Admission janvier	6	5	19	12	62	51	14	10

NB : pour ces données, 39% sont les retournés et 61% sont les déplacés vivants dans les familles d'accueil.

INTRANT DISPONIBLE					
F100 (boîtes)	F75 (boîtes)	PPN (cartons)	PPS (cartons)	CSB (kg)	HV (kg)
42	141	23	62	0	0

### 1. Gestion des intrants

Notre constat est que dans la communauté il y a beaucoup de cas de malnutrition aigüe mais faute d'intrants, certains cas ne se présentent pas à la structure.

Actuellement, comme il y a rupture dans presque toutes les aires de santé, seul le dépistage est fait régulièrement et quelques conseils nutritionnels sont donnés aux bénéficiaires.

### 2. Activités préventives

Pas de partenaires pour les activités de prévention. Néanmoins les structures se contentent des acquis du passé.

Les activités suivantes sont réalisées :

- Le dépistage est fait régulièrement par les relais communautaires
- Quelques groupes de soutien ANJE existent mais pas trop actifs.
- Les sensibilisations sur la nutrition sont faites dans la communauté et au CS

### 3. Les points positifs

- Chaque CS a un nutritionniste qualifié et formé sur plusieurs approches nutritionnelles
- Les CS disposent des matériels anthropométriques et une petite dotation en MUAC (5000) a été faite au CS Singamwambe par le partenaire IEDA Relief
- Les rapports des activités sont disponibles et bien classés
- Les dépôts des intrants sont disponibles, propres bien que sans intrants

### 4. Gaps

- Ruptures des intrants nutritionnels dans presque toutes les structures
- Augmentation de cas MAM et MAS occasionnée par le mouvement de la population. Exemple, au mois d'octobre, les nouvelles admissions au CS Singamwambe sont réparties comme suit : 8 cas en UNTA et 94 cas en UNS ; alors qu'au mois de Décembre il y a eu 350 nouvelles admissions en UNS.
- Rupture des médicaments dans les structures évaluées
- Rupture des outils de gestion des activités (fiches de suivi, registre,)
- Tous les projets en nutrition sont en fin contrat,
- Plusieurs cas de malnutrition observés dans la communauté mais les structures sont dépourvues des intrants,
- Aucune distribution en vivres alors que la population n'accède que dans les champs qui sont proches de leurs domiciles.
- Il s'observe la monotonie de repas quotidien. Chaque jour, la majorité de la population mange le fufou de manioc et le feuille de manioc. En plus, la majorité mange un repas par jour.

## 2.6 Présentations du secteur WASH

---

### A) ACCESSIBILITE A L'EAU

#### 1) KASUGHO

- Existence d'une adduction d'eau potable avec 42 bornes fontaines dont certaines tarissent tôt le matin avant même de desservir 60 litres ou trois bidons de 20 litres avec réservoir de 100 m<sup>3</sup> Sources aménagées
- 7 Sources non aménagées
- Avec une moyenne d'approvisionnement de 3 litres d'eau par jour par personne
- Population totale de 32937 ménages
- Longue file d'attente aux différents lieux de puisage

#### 2) KAGHERI

- Existence d'une mini adduction d'eau potable d'un réservoir de 60 m<sup>3</sup> qui ne fait pas même un trop plein pendant 12 heures avec un débit de 0,8 l/s ; une de ses sources a connu une érosion depuis 2024
- 20 bornes publiques dont 6 ne sont plus alimentées et 27 privées
- 7 sources aménagées

- 3 à réhabilités
- 8 sources à aménagées
- Moyenne d'approvisionnement de 2 litres d'eau par jour par personne
- Capacité moyenne de stockage de l'eau est 15 litres par ménages
- Population totale de 18792 soit 3043 ménages
- Longue file d'attente aux lieux de puisage

### 3) **KAKONZE**

#### i) **KIVALI**

- Adduction d'eau potable d'un réservoir de 25 m3 ;
- 3 sources à réhabiliter
- 5 sources à aménagées
- Population de 17436 soit 2906 ménages

#### ii) **KAVIRU**

- Adduction d'un réservoir de 25 m3 avec 10 bornes publiques et é privées
- Crevaisson régulière de la tuyauterie
- Insuffisances des matériels de maintenance et besoin capacitation de l'équipe de maintenance et de gestion
- 3 sources à aménager
- 1 source à réhabiliter
- Besoin d'extension de cette adduction  
Une grande partie de l'agglomération de Kaviru ne pas desservie par cette adduction car se trouvant à une haute altitude du réservoir

## B) **HYGIENE ET ASSAINISSEMENT**

- ABSENCES DES LATRINES dans certains ménages 6/10 et 98% de ceux qui en ont sont non hygiéniques,
- Matières fécales visibles dans les parcelles et avenues
- Absence des douches, 6/10, douches exposants les utilisateurs et pas de dignité
- Absence des trous à ordures 0/10
- Présences des déchets solides organiques dans la communauté ;
- Problème de gestion s des eaux usées,
- Insalubrité environnementale entraînant une prolifération des vecteurs des maladies,
- Pas des dispositifs de lavages des mains dans les ménages, FOSA et écoles,
- Faible pratique de la PCI dans les FOSA,
- Absence des zones à déchets dans les FOSA,
- Absences des buanderies dans les FOSA
- Insuffisances des toilettes
- Risques élevés de contamination de l'eau potable des ménages suites aux récipients de puisages non salubres
- Absences des étalages de vaisselles ; la vaisselle est faite à même le sol dans plus de la moitié des ménages,
- Pas des fils d'étalages habits dans les parcelles
- Pas de connaissances des bonnes pratiques de l'hygiène,
- Utilisation des eaux des rivières et de pluie par des ménages
- Certaines sources exposent les femmes à des risques de viols sexuelles vu la distance avec les endroits habités, le puisage se faisant très tôt ou trop tard
- Absences des kits de l'hygiène intime



- Absences ou faible participation des structures de participation communautaires ( CAC, Brigades d'hygiène, RECO, OBC ...)

## 2.7 Présentations du secteur Protection

Le tissu protecteur des civils dans les villages: Kasugho, Kagheri, Kivale/Kakonze et Kaviru situé respectivement dans le groupement Musindi et Mbulie en zone de santé de Lubero se détériore graduellement et sensiblement suite à la présence des acteurs armés étatiques et non étatiques (étrangers et nationaux). On note la présence de UPDF<sup>1</sup> à Kasugho, les FARDC<sup>2</sup> sont à Kaviru et Kivale/Kakonze. Les différentes factions des IMA sont actifs à Kagheri, Kasugho et ses environs (FPP/AP<sup>3</sup>, MCLP<sup>4</sup>, IMA Victime des massacre, Yira Force, ). Ces éléments des groupes armés font la loi des localités sous leur influence, ainsi menaçant largement la protection des civils y compris des enfants.

7 barrières payante/illégales sur l'axe Lubero-Kasugho notamment à Magasin, Vulambayiri ; Kasesa, Kivale, Itilirwa, Kaviru et Kasugho, où se font les recouvrements forcés des taxes suivi des coups et blessures parfois même des meurtres ont été documentées dans la zone d'évaluation. On rapporte la limitation d'accès des agriculteurs vers les champs principales sources des revenus avec l'accentuation de leur état de vulnérabilité. Les FDC et factions IMA sont hostiles aux agriculteurs, pratiquant des récoltes illicites, taxant d'argent pour l'accès et commettant des exactions graves contre les civils. La zone ciblée par l'ERM a enregistré 366 cas des coups et blessures issue de recouvrement des jetons pour la période de trois mois. Un pillage systématique par les MDD dans Kasugho.... **Taxes illégales et entrave d'accès:** par les GA dans la zone évaluée, un jeton à 1000F par personne sans tenir compte de l'âge. 5 dollars et 10 dollars pour accéder au champ et deux chèvres par mois pour chaque fermier. Cette situation accroît largement l'état de vulnérabilité des civils y compris les PDIs.

**VBG:** 69 cas des viols dont 29 mineures, 44 cas de mariage forcé, 12 cas d'agressions sexuelle, 25 cas d'agression physique issue des violences conjugales. Les survivantes avaient été référées à l'HGR Lubero pour la PEC appropriée. On rapporte aussi des cas de sexe de survie (5filles mineures d'âge) exploitation sexuelle basée sur l'état de vulnérabilité des femmes et filles PDIs. On note des cas de monnayage et échange du sexe contre l'enregistrement des bénéficiaires des l'assistance humanitaire dans la localité de Kagheri et Kaviru. On rapporte aussi des cas de sexe de survie (5filles mineures d'âge) exploitation sexuelle basée sur l'état de vulnérabilité des femmes et filles PDIs. On note des cas de monnayage d'enregistrement des bénéficiaires des l'assistance humanitaire dans la localité de Kagheri et Kaviru. Le commandant de GA et leurs éléments des troupes arrachent les filles mineures dans leurs familles pour les prendre à mariage par force au village de Kasugho, Kagheri, Kaviru et Kakonze. Ceci déboucherait à des cas des meurtres contre les filles qui réfute leurs avances sexuelles ou aux parents et frères qui tenteraient défendre les leurs. Les filles en âge scolaire sont à risque de viol à cause de la présence des FDC (31 em Brigade Commando) qui se me-comportent et commettent des exactions contre les femmes et filles à Kaviru et Kivale/Kakonze. Au moins 36 filles âgées de 11 ans et 16 ans ont été obligées de fuir vers Butembo et Beni pour rester à l'abri de la menace de viol qui pèse contre eux. On note la restriction de mouvement vers les champs pour s'approvisionner en produit agricoles. Issue des FDG et en EM, il ressort 12 cas des coups et blessures dont 3 hommes, 3 filles mineures, 3 femmes et 3 garçons les causes seraient refus des avances sexuelles, défense des sœurs ou de ses filles. Certaines de ces abus et violations rentrent dans le cadre la résolution 1612 du conseil de l'ONU.

On a dénombré au moins 10 maisons de tolérances à Kasugho où seraient exploiter sexuellement des mineures par des tenanciers. Environ 15 filles mineures par QG y sont exploitées avec des risques importants des IST, VIH/SIDA et des grossesses non désirées. La majorité de ces survivantes seraient recrutées par les proxénètes à Bingi,

<sup>1</sup> Uganda People Defense Force;

<sup>2</sup> Forces Armées de la République Démocratique du Congo;

<sup>3</sup> Front des Patriotes pour la Paix/Armé du Peuple;

<sup>4</sup> Mouvement Congolais pour la Libération de la Patrie;

Kitsombiro, Kanyabayonga, Kayna etc... Il sied de noter que plusieurs vvs ne se rendent pas aux structures de PEC par peur des représailles des présumés auteurs. Certaines survivantes ont déjà été victime des représailles. Les structures médicales des zones évaluées restent en rupture des Kits pep depuis mai 2025.

**Violations 1612:** Enrôlement/recrutement et utilisation d'enfants dans le rang des GA, les leaders communautaires rapporte sur environ 121 enfants dont 28 filles enrôlé dans le GA Banabateseka/victime de massacre. 33 enfants seraient dans Yira force, un directeur d'école VUMBONKO renseigne sur l'abandon des études de 14 enfants dont 10 garçons et 4 filles qui auraient intégrés GA entre décembre 2024 et mars 2025 dans le GA MCLP. 25 écoliers avaient été enrôlés dans les groupes armés, dont 2 sont déjà morts, répartis de la manière suivante : EP VUMBONGO de l'As VULAMBO : 8 écoliers, dont 3 filles; **EP KUTAKA de l'AS KASUGHO: 1 Garçon**; EP LAMBA: 10 Garçons dont 1 fille; EP LUGHENDE: 6 Garçons. L'âge de ces enfants enrôlés et utilisés dans les différents GA varie entre 10 ans et 17ans.

**Meurtres/Homicides:** 9 cas des meurtres dont 5 filles parmi eux «3 mineures » les reste sont des hommes tués par des présumés FDC et IMA pour des divers motifs notamment l'assimilation aux rivaux et pour les filles serait le refus des avances sexuelles. Les faits se sont passés entre mai et juin 2025 à **Kagheri**.

On rapporte une occupation d'une école primaire KASUKA par des acteurs armés et l'institut Kasugho qui serait à quelques 800 mètres de cette position armée. Trois filles de cet établissement auraient été agressées sexuellement en mars 2024 par les FDC grâce au rescousse apporté par les membres de la communauté ces présumés auteurs n'avaient pas réussi à violer ces filles. Toutes ces abus et violations rentrent dans le cadre la résolution 1612 du conseil de l'ONU.

**Séparation des Familles:** Les combats entre les M23 et FDC auraient entraînés des séparations familiales. On rapporte 15 ENA dont 8 filles et 7 garçons, venus de Kibirizi, Bingi et Alimbongo lors des hostilités les belligérants. 14 ES dont 10 filles et 4 garçons leur tranche d'âge varie entre 5ans et 12 ans, tous ces enfants sont hébergés certains chez les prêtres et d'autres en famille d'accueil spontanée à Kagheri et Kasugho. On note également 3 enfants dont deux filles qui restent jusqu'à présents introuvable, en dépit des efforts fournis par leurs parents dans leur recherche. En outre, Il s'avère indispensable d'élucider un degré avéré de la résilience communautaire. Depuis l'arrivée des PDIs, ces derniers vivent de l'assistance communautaire bien que non adéquate.

Les déplacés bénéficient du service de la communauté hôte en termes de logement, nourriture, partage d'articles ménagers essentiels, etc. Bien que des dissensions commenceraient à naître entre les deux communautés.

**Cohabitation Pacifique :** On rapporte des conflits fonciers, conflits armés, climat de méfiance entre les PDIs et leurs hôtes autour de l'utilisation des ustensiles, partage des nourritures etc....

Des conflits entre éleveurs et agriculteurs ont été signalé par les IC et membres des FDG. Conflits des limites des champs. On note une discrimination à l'égard des PDIs et n'ont pas accès à la terre. Certains GA exacerberaient les conflits entre les communauté par le fait d'interdire quelques civils de cultiver leurs champs, leurs exigeant de l'argent pour le faire labourer par des travaux forcés «SALONGO». On note un problème de la documentation civile : les PDIs n'ayant pas des cartes d'identités, les exposants aux violations et abus des droits humains. Mais aussi seraient marginalisés lors des éventuelles assistances faute de la carte d'identité. On note un risque élevé d'apatridie contre les enfants à Kagheri, Kasugho, Kaviru et Kivale/Kakonze faute des registres et la distance à parcourir avec des risques d'être violenter par les GA.

Accès aux services de base : Tous les services de base sont payants, ce qui limite l'accès des PDIs aux services vu l'état de vulnérabilité. On rapporte aussi, l'absence total des acteurs humanitaires tous les secteurs confondus (DIVAS, RECOPE, etc...à Kasugho, Kagheri, Kaviru et Kivale/Kakonze).

**Risques énormes de protection :**

- Risque élevé des meurtres dans les champs ;
- Risque élevé des viols dans les champs et en pleine agglomération ;
- Risque accru de la famine (insécurité alimentaire) contre les retournés et PDIs avec ses conséquences dans les ménages ;
- Risque élevé des déplacements massif forcé ou perlées des civils ;
- Risque élevé d'exacerbation des conflits communautaire;
- Risque élevé de rupture d'éducation des filles et des garçons...

**Recommandations:**

Au regard de l'analyse des besoins lors des discussions avec les retournés, déplacés et les membres de la communauté hôte, les actions des réponses suivantes sont suggérées :

- Renforcer les acteurs du monitoring de protection dans la zone évaluée pour identifier quotidiennement les besoins/problèmes de protection des PDIs et les partagés avec le cluster protection ;
- Discuter la disponibilité d'un acteur de réponse en IDTR et DDR enfants dans les groupements Musindi et Mbulie en zone de santé de Lubero ;
- Organiser des séances éducatives (sensibilisations) sur les Droits International Humanitaire en faveur des acteurs armés actif dans la zone de santé de Lubero ;
- Mener un plaidoyer de proximité auprès du commandant opérationnel sokola 1 pour réprimer les présumés auteurs des violations;
- Renforcer les capacités des autorités locales par des formations sur les différents thèmes de protection et gestion de mouvement des populations afin d'assumer leurs responsabilités ;
- Discuter et analyser la possibilité de positionnement des acteurs ayant le paquet de la réinsertion socio-économique en faveur des survivantes des VBG et des EAFA dans la région ciblée par l'ERM;
- Discuter et analyser la possibilité de positionnement des acteurs humanitaires ayant un paquet de PEC holistique en faveur des survivant-e-s de VBG et multiplier des actions des préventions et des sensibilisations sur la masculinité positive pour réduire les violences conjugales;
- Discuter et analyser la possibilité de mener des interventions humanitaires en consortium avec les ONG locales dans le cadre de transfert des compétences et matérialisation de la relocalisation.

## 2.8 Présentation du secteur ABRI et AME

### ■ Secteur Abri

- 86% des ménages déplacés et retournés utilisent le logement en construction non durable et délabré. Une petite portion seulement sont dans des Abri d'urgences (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence) et /ou dans les maisons (construction durable). 60% des déplacés sont dans des familles d'accueils et par contre les retournés sont soit dans leur propre parcelle ou soit ils prennent des maisons en location. Tous dorment sur des nattes, des morceaux de pagnes et sacs usés et utilisent des couvertures usées ce qui en ont et d'autres utilisent des pagnes pour se couvrir sans oublier que d'autres dorment au sol sans se couvrir. Ceci revient à expliquer que les ménages vivent dans des conditions de promiscuité moyennement sévère selon les observations, ceux qui causerait des contaminations des maladies infectieuses dans les ménages. Une assistance d'urgence est recommandée dans ces localités.
- Ces affrontements entre les forces de la république (FARDC) et le groupe rebelle du M23 étendue sur toute la communauté en juin 2024, ont occasionné une perte énorme des biens par le ménage ; ce qui est à la base d'une forte exposition de la population à des intempéries. La population ne parvient même pas à se protéger contre le froid. Plusieurs ménages ne possèdent ni matelas ni drap pour se protéger et se retrouvent dans une situation où ils doivent s'adapter et utiliser des pagnes soit des sacs usés comme support de couchage qu'un matelas et un drap qui est utilisé par les parents mais pour ce qui est des enfants, ils utilisent des pagnes pour se couvrir et un autre pagne est étalé par terre pour s'allonger déçu.

**En guise de conclusion**, il nous est important de retenir que le type d'abris le plus utilisé par les ménages déplacés est le logement en construction non durable en état délabré. Ils dorment sur des nattes, des morceaux de pagnes et sacs usés et utilisent des couvertures usées ce qui en ont et d'autres utilisent des pagnes pour se couvrir sans oublier que d'autres dorment au sol sans se couvrir.

### ■ Secteur AME

Les différentes enquêtes (Groupes des discussions communautaires, Enquêtes ménages et les informateurs clés) dans les quatre localités et deux groupements dont (Kayna, kanyabayonga 1, Kanyabayonga 2, Kirumba, Kikuvo, Bulotwa) ont abouti aux conclusions suivantes :

#### ➤ Bidon

En moyenne, les ménages déplacés et retournés se retrouvent sans ustensiles de base et aujourd'hui ils se retrouvent soit avec un seul bidon qui n'a ni couvercle ni protection quelconque ou soit il est déjà usé. Il a été vu qu'un ménage de 6 personnes possède en moyenne 1 bidon. Ce qui fragilise leur capacité à répondre aux différents besoins impliquant l'usage de l'eau et cela expose encore plus les ménages à être victimes des différents risques d'insalubrité.

#### ➤ **Bassin**

Nous avons aussi eu comme observation que 75 % des ménages n'ont qu'1 bassin par ménage qui est utilisé par tous les membres du ménage sans aucune distinction de sexe pour respecter les règles d'hygiène. Tout en soulignant que ces bassins utilisés dans quelques-uns des ménages sont dans un mauvais état ou usés.

#### ➤ **Casserole**

La majorité des ménages n'ont pas une casserole qui peut contenir au moins 5 Litre d'eau, ce qui pousse à comprendre qu'ils n'utilisent que des casseroles qui ne répondent pas aux normes régies pour une casseroles adapté à un ménages. La majorité n'arrivent pas à préparer une nourriture qui pourrait suffire à toutes les personnes qui sont présentes dans la maison, pour eux l'essentiel est de consommer un petit repas aujourd'hui pouvoir en trouver aussi le jour suivant et non satisfaire le besoin physiologique.

#### ➤ **Gobelet**

Les ménages se retrouvent à utiliser soit 1 gobelet pour un ménage de 6 personnes en moyennes, ce qui ne couvre même pas le nombre total des personnes vivant dans le ménage. Cela aussi les expose à un risque lié à l'hygiène et à la contamination des différentes bactéries qui peuvent être atteint par l'un des membres du ménages.

#### ➤ **Cuvette**

Après différents échanges avec les membres de la communauté nous avons engagé constater que la population déplacée comme la population autochtone n'ont tous pas accès aux cuvette adapté au norme standard d'une cuvette. Ce qui pousse à comprendre que leur niveau de vulnérabilité est encore plus élevé.

#### ➤ **Kit d'hygiène intimes**

La grande majorité des femmes et filles en âge de procréer affirment n'avoir pas accès aux kits d'hygiène intimes mis à leurs dispositions et que dans leurs périodes de menstruation, elles se retrouvent obligé d'utiliser des morceaux de tissu qu'elles plient pour poser sur leurs sous vêtement qui sont déjà usé afin de se protéger durant cette période.

#### ➤ **Moustiquaire**

Plusieurs ménages affirment n'avoir pas accès aux moustiquaires pour se protéger contre les moustiques et certains ménages qui en possèdent n'en ont qu'un seul pour une moyenne de 6 personnes/ ménages. Cette situation est étendue sur toute la zones et expose la population au risque de contracter de la malaria.

**En guise de conclusion**, il est important de retenir que les résultats du groupe de discussion communautaires, et des enquêtes des leader communautaire ont démontrés que les femmes n'utilisent pas les kits d'hygiène intimes (menstruelle), il nous a même été confirmé qu'il y'a certaines filles qui décident de ne plus se présenter dans le milieu scolaire puisqu'elles n'arrivent pas à bien se protéger durant leur période et décident d'abandonner les études suite à cette situation. La majorité des ménages ont déclaré avoir perdus leurs articles ménage essentielles en raison de la crise et du pillage qui en découle après le déplacement de la population. La majorité de déplacé préparent à manger grâce à la générosité de la population autochtone qui leurs octroi certains articles (bidons, casserole, bassin, ...)

## I. Besoin prioritaire

---

Après les entretiens et évaluations faites, les déplacés et les retournés ont identifié les besoins prioritaires présentés dans la zone, entre autres :

- Cash physique (en espèce) ;
- Cash par transfert (cash électronique ou mobile money) ;
- En nature (nourriture, bien non alimentaire, kit).

## II. Mécanismes développés par la communauté pour faire face à la crise

---

Pour faire face à cette crise la communauté est solidaire et utilise plusieurs mécanismes pour la surmonter ensemble, entre autres :

- **La solidarité** : la communauté est accueillante et partage facilement ses biens et ses abris avec les PDI et les retournés, et de retour les PDI et les retournés aident les populations autochtones à faire des activités champêtres leurs offrant le moyen de subsister.
- **L'entraide** : La communauté hôte soutient les PDI et les retournés,
- **L'adaptation** : Les PDI et retournés s'adaptent à la situation qui se présente en utilisant les matériels qu'ils peuvent avoir sur place pour divers usages et arrivent à affronter toutes les situations grâce aux outils qu'ils peuvent avoir sur place.

## 3 Conclusion

L'évaluation Rapide Multi sectoriel en date de la période du 04 au 07 janvier 2025 qui s'est étendue dans les localités (Kagheri, Kaviru, Kakonze, Kasugho) nous sommes arrivés à constater que dans la partie sud, sud-est et sud-ouest de Lubero nous retrouvons un gap important dans tous les secteurs qui fait chuter les conditions de vie de la population. La majorité de la population a été victime lors des attaques, ce qui a occasionné des pertes importantes des biens des PDI et retournés.

Plus, **9475 ménages (soit 63 240 personnes déplacés) et 10 383 ménages soit (57 220 personnes retournée)** ont été enregistrés.

- Les déplacés internes sont hébergés dans des familles d'accueil et les retournés dans leurs anciennes habitations, font face à des conditions de vie extrêmement précaires.
- Les besoins prioritaires dans tous les secteurs (santé, SECAL, WASH, AME, ABRI, Protection générale, Nutrition, Éducation) se sentent plus urgents,
- Les capacités de la population déplacée à faire face aux risques d'intempéries sont très réduites ils ont été pillés et ont perdu tous leurs biens ils se retrouvent à utiliser des sacs non adaptés à la protection contre les intempéries pour ne pas se retrouver à dormir en contact direct avec le sol.
- Renforcer les acteurs du monitoring de protection dans la zone évaluée pour identifier quotidiennement les besoins/problèmes de protection des PDI et les partager avec le cluster protection ;
- Les opérations militaires en cours ont empêché l'accès aux champs aggravant la situation alimentaire des déplacés et des populations locales.
- Les besoins de la vulgarisation des principes humanitaires, les droits internationaux et les contraintes d'accès humanitaires restent indispensables pour renforcer l'accès humanitaire dans la zone.